

	MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE	PAGE 1/12
	REDEPLOIEMENT DES SERVICES DE LA CGSS ET NOTAMMENT L'INTEGRATION DU SERVICE DU CONTROLE MEDICAL	

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - PROCEDURE N° P1019-MPA-MEO-DRSM

**REDEPLOIEMENT DES SERVICES DE LA CGSS
ET NOTAMMENT L'INTEGRATION DU SERVICE DU CONTRÔLE MEDICAL**

CONVENTION DE MAITRISE D'ŒUVRE

Maître de l'ouvrage : Jean-Xavier BELLO – Directeur Général de la Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guyane

Espace Turenne Radamonthe – route de Raban
CS 37015 - 97307 CAYENNE CEDEX.

Objet du Marché : Maîtrise d'œuvre pour les travaux de :
REDEPLOIEMENT DES SERVICES DE LA CGSS
ET NOTAMMENT L'INTEGRATION DU SERVICE DU
CONTROLE MEDICAL.

	NOM	FONCTION	DATE	SIGNATURE
Rédigé par	Christian BRAVO	Responsable Stratégie immobilière Marchés & Contrats	30/10/2019	
Approuvé par	Marie-Pierre SENES	Directeur Ressources	31/10/2019	
	Jean-Xavier BELLO	Directeur Général	31/10/2019	

	MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE	PAGE 2/12
	REDEPLOIEMENT DES SERVICES DE LA CGSS ET NOTAMMENT L'INTEGRATION DU SERVICE DU CONTROLE MEDICAL	

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DE LA COMMANDE	3
ARTICLE 2 - CONTENU DE LA MISSION.....	3
ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES.....	3
ARTICLE 4 - FORFAIT DE REMUNERATION.....	4
ARTICLE 5 - REPARTITION DES PAIEMENTS	5
ARTICLE 6 - REVISION DES PRIX.....	6
ARTICLE 7- DELAIS ET PENALITES	7
ARTICLE 8 - COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	8
ARTICLE 9 - CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT	8
ARTICLE 10 - TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	8
ARTICLE 11 - SEUIL DE TOLERANCE.....	8
ARTICLE 12 - COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX.....	9
ARTICLE 13 - COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	9
ARTICLE 14 - CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT	10
ARTICLE 15 - TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX.....	10
ARTICLE 16 - SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX.....	10
ARTICLE 17 - COMPARAISON ENTRE REALITE ET TOLERANCE	10
ARTICLE 18 - PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE.....	10
ARTICLE 19 - MESURES CONSERVATOIRES	10
ARTICLE 20 - SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	11
ARTICLE 21 - ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	11
ARTICLE 22 - RESILIATION DU CONTRAT.....	11
ARTICLE 23 - ASSURANCES	12
ARTICLE 24 - DEROGATIONS AU CCAG-PI	12

	MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE	PAGE 3/12
	REDEPLOIEMENT DES SERVICES DE LA CGSS ET NOTAMMENT L'INTEGRATION DU SERVICE DU CONTROLE MEDICAL	

CONVENTION DE MAITRISE D'OEUVRE

Marché « Travaux de redéploiement des services de la CGSS, notamment du service du contrôle médical »

Entre les Soussignés :

La Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guyane, représentée par le responsable du marché Monsieur Jean-Xavier BELLO, Directeur Général, désigné ci-après par l'expression « le Maître de l'Ouvrage ».

Et

M....., désigné ci-après par l'expression « le Maître d'œuvre ».

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA COMMANDE

Le Maître de l'Ouvrage confie au Maître d'Oeuvre, qui l'accepte, la mission ayant pour objet :
Le redéploiement des services de la CGSS et notamment l'intégration du service du
CONTRÔLE MEDICAL.

Le maître d'œuvre devra réaliser les plans des locaux sur la base *du programme joint*.

ARTICLE 2 - CONTENU DE LA MISSION

La mission (1) confiée au Maître d'Oeuvre comprend :

APS/APD + PC

PRO : Projet (lot climatisation)

EXE : Etude d'Exécution

ACT : Assistance Contrats de Travaux

DET : Direction de l'Exécution des marchés de Travaux

OPC : Ordonnancement, Coordination et Pilotage de chantier.

AOR : Assistance aux opérations de Réception.

ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-PI, le présent marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, prévalent selon l'ordre de priorité suivant :

- le présent contrat comprenant le programme technique;
- l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale;
- le Code de la Commande Publique entré en vigueur le 1er avril 2019;

(1) Voir définition des éléments de la mission dans l'arrêté du 21 décembre 1993.

	MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE	PAGE 5/12
	REDEPLOIEMENT DES SERVICES DE LA CGSS ET NOTAMMENT L'INTEGRATION DU SERVICE DU CONTROLE MEDICAL	

4.3. Modification du programme sans objet

Sans objet.

4.4. Pénalité pour dépassement du coût objectif des travaux

La totalité des prix des contrats de marchés de travaux constitue le coût objectif des travaux.

Dans le cas où l'ensemble des décomptes présentés par les entreprises y compris les réclamations dépasseraient le montant budgétisé par le coût objectif des travaux affecté d'un taux de tolérance de 5%, le Maître d'Oeuvre subira de plein droit sur le montant de sa rémunération un abattement égal à 3% du montant de son forfait de rémunération, sauf pour le Maître de l'Ouvrage d'avoir autorisé préalablement et par écrit ce dépassement.

ARTICLE 5 - REPARTITION DES PAIEMENTS

5.1. REMUNERATION

La rémunération ci- avant sera versée au Maître d'Oeuvre dans les conditions suivantes :

ELEMENTS	% TOTAL	TOTAL GLOBAL HT
APS/APD	25%	
PRO+EXE	15%	
ACT	5%	
DET	35%	
OPC	10%	
AOR	10%	
<i>Réception</i>	5%	
<i>Levée des réserves</i>	5%	
TOTAL	100%	

Le Maître de l'Ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent contrat en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom de
sous le n°.....

Les sommes dues sont payées dans un délai de trente (30) jours. Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture par l'organisme sous réserve de service fait.

Le délai maximum de paiement de l'organisme est de 30 jours.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au

	MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE	PAGE 6/12
	REDEPLOIEMENT DES SERVICES DE LA CGSS ET NOTAMMENT L'INTEGRATION DU SERVICE DU CONTROLE MEDICAL	

versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 30 et 40 de la loi 2013-100 du 28/01/2013.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à quarante euros (40 euros).

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit pour cent (8%).

Les pénalités dont le titulaire serait redevable au titre des dispositions de l'article 7 de la présente convention seront déduites du montant hors taxes de la facture.

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG-PI, l'intervalle entre deux acomptes peut être supérieur à 3 mois.

5.2. Frais de tirage, de maquettes et de dossiers

Au cours de l'élaboration des différents dossiers, tous les dossiers à tous stades nécessitant une approbation du Maître de l'Ouvrage seront remis à celui-ci en 4 exemplaires dont 4 adressés à la CGSS, et également par voie dématérialisée.

Les dossiers techniques seront fournis par le Maître d'Oeuvre en 4 exemplaires, à la CGSS, 1 au bureau de contrôle, et également par voie dématérialisée.

Ils seront accompagnés d'un support informatique destiné à la reproduction des copies entrant dans les dossiers d'appels d'offres et les dossiers d'exécution.

Tout plan rectificatif sera fourni également en 4 exemplaires, adressés à la CGSS, dont un reproductible et un autre sur support informatique.

L'ensemble des supports informatiques et tirages de plans seront fournis tels que définis ci-dessus aux frais du Maître d'Oeuvre.

Sont inclus dans la rémunération du Maître d'œuvre.

Les tirages de plans au-delà des exemplaires dus, comme défini ci-dessus.

ARTICLE 6 - REVISION DES PRIX

Les différents versements fixés à l'article 5 ci- avant seront révisés, au moyen de la formule ci-après:

$$P_n = P_o (0,15 \times 0,85 \frac{ING_n}{ING_o})$$

dans laquelle:

P_n : Prix révisé de l'acompte "n"

P_o : Prix initial de l'acompte "n"

ING_n : Index ingénierie correspondant à la réalisation de la phase technique "n" définie à l'article 5

ING_o : Index ingénierie correspondant à la date de réputation des prix.

	MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE	PAGE 7/12
	REDEPLOIEMENT DES SERVICES DE LA CGSS ET NOTAMMENT L'INTEGRATION DU SERVICE DU CONTROLE MEDICAL	

ARTICLE 7- DELAIS ET PENALITES

7.1 SUR LES PHASES ETUDES

Les délais de réalisation des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés sont les suivants : **(à préciser par le maître d'œuvre)**

APS/APD:SEMAINES
PRO }
EXE }SEMAINE(S)

ACT:SEMAINE(S)

DOE:SEMAINE(S)

En cas de retard dans la présentation de ces documents d'études, le Maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités fixées, par jour de retard, conformément à l'article 14 du CCAG-PI.

7.2 SUR LA VERIFICATION DES DECOMPTES MENSUELS DES ENTREPRENEURS

Le délai de vérification par le Maître d'œuvre des projets de décomptes présentés par les entreprises est fixé à 07 jours à compter de la remise de ces documents.

Si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'Oeuvre encourt sur ses créances des pénalités fixées, par jour de retard, dimanches et jours fériés compris à 1/5 000 du montant hors taxe, en prix de base, des acomptes de travaux concernés.

7.3 SUR LA VERIFICATION DES DECOMPTES DEFINITIFS DES ENTREPRISES

Le Maître d'œuvre doit effectuer ses interventions dans un délai maximum de 15 jours. Il est tenu de faire figurer dans l'état qu'il transmet à l'organisme contractant en vue du règlement, la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

Si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'Oeuvre encourt sur ses créances des pénalités fixées, par jour de retard, dimanches et jours fériés compris, à 1/5000^{ème} du montant des acomptes de travaux concernés.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, les pénalités prévues en 7.1, 7.2 et 7.3 ci-avant seront appliquées quel qu'en soit le montant.

	MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE	PAGE 8/12
	REDEPLOIEMENT DES SERVICES DE LA CGSS ET NOTAMMENT L'INTEGRATION DU SERVICE DU CONTROLE MEDICAL	

ARTICLE 8 - COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Le Maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel de réalisation sur la base de l'exécution des études APD¹

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le Maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'estimation établie par le Maître de l'ouvrage (voir article 4 ci-avant), ce dernier peut refuser de réceptionner les prestations et demander au Maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-avant.

Après réception de l'avant-projet définitif par le Maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le Maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues ci-après.

Le coût prévisionnel des travaux (P) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage, à l'exclusion :

- du forfait de rémunération
- des dépenses de libération d'emprise ;
- des frais éventuels de contrôle technique ;
- de la prime éventuelle de l'assurance " Dommages ouvrage "
- de tous les frais financiers.

ARTICLE 9 - CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo (mo Etudes) fixé à l'article 4.

ARTICLE 10 - TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %.

ARTICLE 11 - SEUIL DE TOLERANCE

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 10.

L'avancement des études permet au Maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

¹ Incluant les sujétions demandées par le coordonnateur en matière de sécurité de protection de la santé.

	MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE	PAGE 9/12
	REDEPLOIEMENT DES SERVICES DE LA CGSS ET NOTAMMENT L'INTEGRATION DU SERVICE DU CONTROLE MEDICAL	

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le Maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le Maître de l'ouvrage le lui demande.

ARTICLE 12 - COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX

Lorsque le Maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le Maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le Maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BTO1 pris respectivement au mois Mo des offres de travaux ci-dessus et au mois Mo des études du marché de maîtrise d'œuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur. Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le Maître de l'ouvrage peut déclarer le marché infructueux.

Le Maître de l'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le Maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial, et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le Maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au Maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le Maître de l'ouvrage, le Maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au Maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure de marché ou d'engager une nouvelle négociation.

ARTICLE 13 - COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le Maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Un avenant fixe le montant du coût de réalisation des travaux que le Maître d'œuvre s'engage à respecter.

Le Maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

	MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE	PAGE 10/12
	REDEPLOIEMENT DES SERVICES DE LA CGSS ET NOTAMMENT L'INTEGRATION DU SERVICE DU CONTROLE MEDICAL	

ARTICLE 14 - CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois de remise de l' (ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

ARTICLE 15 - TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 5%.

ARTICLE 16 - SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 15.

ARTICLE 17 - COMPARAISON ENTRE REALITE ET TOLERANCE

Le coût constaté déterminé par le Maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

ARTICLE 18 - PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 16, le Maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multipliée par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération t fixé à l'article 4 multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération t des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

ARTICLE 19 - MESURES CONSERVATOIRES

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 16, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du Maître de l'ouvrage, par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission DET et AOR.

	MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE	PAGE 11/12
	REDEPLOIEMENT DES SERVICES DE LA CGSS ET NOTAMMENT L'INTEGRATION DU SERVICE DU CONTROLE MEDICAL	

ARTICLE 20 - SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

La direction de l'exécution des travaux incombe au Maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

ARTICLE 21 - ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du Maître d'Oeuvre s'achève à la fin de la mission ACT.
L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du Maître d'Oeuvre par le Maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 28 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations sur la base d'un PV de fin de mission.

ARTICLE 22 - RESILIATION DU CONTRAT

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 34 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

22.1 RESILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du Maître d'Oeuvre à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu au 4° de l'article 33 du CCAG-PI est fixé à 4%.

22.2 RESILIATION DU CONTRAT AUX TORTS DU MAITRE D'OEUVRE OU CAS PARTICULIERS

Si le présent contrat est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 30 à 32 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le Maître d'Oeuvre et acceptées par le Maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 30.1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 32 du CCAG-PI, le contrat pourra être résilié dans le cas où le Maître d'Oeuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 11 du présent contrat ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

De même, sans attendre la consultation des entreprises, le Responsable du marché peut résilier le présent contrat sans indemnité, dès l'APS ou l'APD, si les estimations du Maître d'œuvre ne sont pas compatibles avec les crédits dont dispose le Maître de l'ouvrage pour la réalisation projetée et qui ont été portés à la connaissance du Maître d'œuvre avant la signature du contrat.

	MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE	PAGE 12/12
	REDEPLOIEMENT DES SERVICES DE LA CGSS ET NOTAMMENT L'INTEGRATION DU SERVICE DU CONTROLE MEDICAL	

ARTICLE 23 - ASSURANCES

A compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le Maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de maîtrise d'œuvre couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

ARTICLE 24 - DEROGATIONS AU CCAG-PI

Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du contrat par lesquels sont introduites ces dérogations
11.2 14.3 32	5 7 22.2

Fait à, le.....

« Lu et approuvé » par le Maître d'œuvre,

Fait à Cayenne, le.....

La Personne Responsable du Marché,